



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 16 décembre 2022

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Karine DESMOULIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

Excusé(e)s :

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Vincent MAURIN, M. Patrick DAVET, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANAY, Mme Pascale GOT.

Assistaient à la réunion :

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 5 décembre 2022.

- Délibération n° : 22-2022

- Objet : Modification du Règlement Intérieur - Membres du Conseil Consultatif du SMPBA.

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 16 décembre 2022, à Audenge approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 16 décembre 2022**

Délibération n° : 22-2022

Objet : Modification du Règlement Intérieur / Membres du Conseil Consultatif

Vu l'article 10 des statuts du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon qui prévoit qu'un règlement intérieur règle le fonctionnement interne du Syndicat Mixte et que ce règlement soit approuvé par le conseil syndical ;

Vu la délibération 04-2017 votée en juillet 2017 qui remplissait cette fonction. Dans son article 20, ce règlement intérieur définit le rôle et la composition du conseil consultatif, entité informelle permettant le travail collaboratif avec les usagers des ports ;

Vu la délibération 17-2020 votée le 22 juillet 2020, modifiant l'article 20 de ce règlement intérieur afin d'élargir la composition du Conseil Consultatif ;

Vu les courriers du 15 mars 2022 du Président du Comité Régional de la Conchyliculture Arcachon Aquitaine relatifs aux nouvelles représentations professionnelles issues des élections du 1er mars 2022 ;

Vu les nouvelles désignations de représentants de l'Union des Professionnels du Nautisme du Bassin d'Arcachon (UPNBA) ;

Vu les nouvelles désignations de représentants du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Gironde (CDPMEM33) ;

Vu les nouvelles représentations des Comités Locaux des Usagers Permanents des Ports résultant des élections en date du 15 septembre 2022.

Considérant qu'un travail en lien avec l'ensemble des usagers instaure aujourd'hui que cette entité soit composée de 30 membres : 13 ostréiculteurs, 4 représentants des entreprises nautiques, 3 pêcheurs, 5 représentants d'association, 4 plaisanciers, 1 retraité. Les communes sont également représentées par leurs usagers de manière importante : 2 Arès, 6 Andernos-les-Bains, 4 Lanton, 2 Biganos, 9 Gujan-Mestras et 7 La Teste-de-Buch.

Considérant qu'après cinq années de fonctionnement du Syndicat Mixte où les dossiers à traiter ont parfois nécessité d'instaurer un dialogue important avec l'ensemble des usagers des ports, le besoin de modifier la composition de ce conseil consultatif s'avère aujourd'hui nécessaire.

La présente délibération consiste à approuver la nouvelle composition du conseil consultatif et à amender dans ce cadre le Règlement Intérieur du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon jointe en annexe.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 16 décembre 2022 décide :

- D'approuver la nouvelle composition du conseil consultatif du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon tel qu'elle est présentée en annexe à la présente délibération ;
- D'approuver le nouveau Règlement Intérieur du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon tel qu'il est amendé en annexe à la présente délibération ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à Audenge, le 16 décembre 2022.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.*